



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.2/46/L.120
10 décembre 1991
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
DEUXIÈME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, Somalie, Soudan, Tunisie, Viet Nam, Yémen et Zambie : projet de résolution

Effets économiques défavorables des colonies israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et dans les autres territoires arabes occupés depuis 1967

L'Assemblée générale,

S'inspirant des principes de la Charte des Nations Unies affirmant que l'acquisition de territoires par la force est inadmissible ainsi que des résolutions 242 (1967) du 22 novembre 1967 et 497 (1981) du 17 décembre 1981 du Conseil de sécurité,

Rappelant la résolution 465 (1980) du Conseil de sécurité, en date du 1er mars 1980, la résolution 45/74 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1990 et les autres résolutions pertinentes affirmant l'applicabilité de la Convention de Genève relatives à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949 ^{1/}, au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967,

Constatant avec préoccupation l'implantation continue par Israël, puissance occupante, de colonies dans le territoire palestinien occupé et les autres territoires arabes occupés depuis 1967 et l'installation de nouveaux immigrants dans ces territoires,

^{1/} Organisation des Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, No 973.

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général 2/;

2. Déplore l'implantation par Israël de colonies dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, et considère ces pratiques comme illégales et par conséquent sans aucun effet juridique;

3. Constate que l'implantation continue de colonies et leur agrandissement qui se poursuit dans le territoire palestinien et les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, ainsi que l'installation de nouveaux immigrants dans ces territoires ont des conséquences défavorables au développement économique et social des populations arabes desdits territoires;

4. Déplore vivement les pratiques d'Israël dans le territoire palestinien et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, notamment les nombreuses confiscations de terres, le détournement des eaux, l'épuisement des ressources naturelles et économiques des territoires occupés et le déplacement et la déportation de la population de ces territoires;

5. Réaffirme le droit inaliénable du peuple palestinien et de la population du Golan syrien sur leurs ressources naturelles et économiques et considère toute violation de ce droit comme sans aucun effet juridique;

6. Prie le Secrétaire général de lui soumettre à sa quarante-septième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur les conséquences économiques et sociales de l'implantation par Israël de colonies dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, et le Golan syrien.
